

EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI PORTANT FIXATION DU BUDGET GENERAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI POUR L'EXERCICE 2021/2022.

I. CONTEXTE GENERAL

1. Le projet de Loi de Finances 2021/2022 a été préparé sur base des priorités de dépenses envoyées par les différents Ministères/Institutions et qui ont fait l'objet de **discussions budgétaires en Commissions entre le Ministère en charge des Finances et tous les Ministères/Institutions pour vérifier leur conformité avec les priorités retenues dans le Plan National de Développement (PND Burundi 2018-2027) et du Gouvernement pendant la période du 19 au 29 janvier 2021** et pendant la **phase d'arbitrage ministériel du 09 au 11 février 2021** conformément à la réglementation en la matière dont le Décret n°100/205 du 24 juillet 2012 portant sur la Gouvernance budgétaire et le décret n°100/100 du 03 juin 2008 portant contenu de la lettre de cadrage et du calendrier de préparation des projets de Loi des Finances.
2. Le projet de budget 2021/2022 est préparé dans un contexte de poursuite de la politique budgétaire prudente et de priorisation dans la gestion du budget de l'Etat, exercice 2021/2022. L'objectif est d'atteindre un taux de croissance économique annuel de **3,6% en 2021/2022**. Le choix de ce taux est dicté par le souci de maintenir une croissance soutenable et durable stimulée par la mise en œuvre effective du Plan National de Développement (PND Burundi 2018-2027) malgré un contexte économique international tendu suite à la pandémie du COVID-19. Il y a aussi l'objectif de rehausser le poids des autres secteurs autres que l'agriculture dans le PIB à travers la promotion des activités consistant en une transformation plus ou moins améliorée des matières premières via les industries manufacturières.
3. Le présent projet de Loi des Finances portant Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2021/2022 intervient dans un environnement international caractérisé par une récession de l'économie dans tous les coins du monde. Les prévisions du taux de croissance de l'économie mondiale sont estimées à **-4,9%** en raison des effets négatifs de la pandémie de la Covid-19 à la fin de 2020/2021 pour atteindre **5,4 %** en 2021/2022. Cette croissance économique serait tirée par les économies des pays émergents.
4. **Sur le plan politique**, le Gouvernement prépare le projet de budget 2021/2022 dans un contexte politique apaisé où le peuple burundais vient de se doter, il y a moins d'une année, de **nouvelles Institutions politiques** à l'issu du processus électoral de 2020, démocratique, libre et transparent. Un **Gouvernement responsable et laborieux « LETA MUYEYI, RETA NKOZI »** en est sorti et se trouve à l'œuvre dans sa 1^{ère} année d'exercice.
5. **Sur le plan macroéconomique**, le projet de budget 2021/2022 est élaboré au moment où le Gouvernement est à sa troisième année de mise en œuvre de son **Plan National de Développement (PND Burundi 2018-2027)** et s'attèle à mettre un accent particulier sur la transformation structurelle de l'économie burundaise pour une croissance forte, durable,

résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social en finançant prioritairement les secteurs porteurs de croissance économique.

6. En corrélation avec les priorités retenues dans le Plan National de Développement (PND Burundi 2018-2027), le gouvernement s'attèle également à axer son intervention sur les **six domaines prioritaires** à savoir la bonne gouvernance, la santé publique, l'agriculture et l'élevage, la gratuité des soins pour les retraités, le développement de la jeunesse et les déplacés tel qu'annoncé par son Excellence le Président de la République lors de son investiture comme **six piliers de développement du Gouvernement responsable et laborieux**.
7. Dans le domaine de l'agriculture et l'élevage, le projet de budget 2021-2022 met un accent particulier sur le financement de l'accroissement de la production agro-pastorale à travers **la subvention des engrais organo-minéraux et la production des semences sélectionnées** en faveur de la population regroupée en coopératives agro-pastorales afin d'atteindre la vision de son Excellence le Président de la République résumé dans le slogan : « **CHAQUE BOUCHE AIT A MANGER ET CHAQUE POCHE AIT DE L'ARGENT** » traduit en KIRUNDI « **UMUNWA WOSE URONKE ICO URYA, UMUFUKO WOSE URONKE AMAFARANGA** ». La vision recherchée est d'assurer la sécurité alimentaire par une autosuffisance alimentaire pour toute la population et de produire un surplus agricole à exporter vers l'étranger.
8. Pour permettre d'encourager les producteurs en rémunérant leurs efforts engagés dans la production, **un prix d'achat rémunérateur de la production sera fixé** en vertu du Décret n°100/012 du 18 janvier 2021 portant Gestion de la Production agricole, animale et halleutique commercialisable pour trouver des solutions durables liées aux problèmes de la gestion des récoltes en vue de garantir une réserve alimentaire physique.

Au cours de la saison culturale 2020-2021, **un prix d'achat rémunérateur de la production du maïs grain sec au cultivateur est fixé à 680 FBU/le kg de maïs grain sec.**
9. Dans le cadre du programme d'autonomisation économique et de développement de la jeunesse dont plus de 320 000 sont des jeunes chômeurs diplômés d'après les résultats du recensement digitalisé, **le Fonds d'Impulsion et de Garantie Agricole** sera doté de moyens financiers pour **garantir l'octroi des crédits bancaires aux jeunes et à des taux préférentiels** pour financer leurs projets de développement.
10. pour juguler le problème de chômage, ce projet de budget exige que l'octroi des avantages fiscaux aux investisseurs se fasse moyennant notamment une preuve de création d'emplois ayant la même valeur pécuniaire que la valeur de l'exonération.
11. Le projet de Budget tient compte que la collecte de toutes les recettes des communes, des établissements à caractère social, industriel et/ou commercial, des administrations personnalisées de l'Etat est assurée par l'Office Burundais des Recettes (OBR) **uniquement pour des fins statistiques et d'amélioration de la capacité de collecte**. L'OBR se charge de niveler chaque fois dans les 48 heures, les comptes séquestres ouverts à cet effet

en faveur de ces entités de l'Etat. Une ordonnance du Ministre ayant les Finances dans ses attributions va déterminer les modalités d'application.

12. Dans le but d'assurer un financement durable et soutenable d'entretien du réseau routier national actuellement en situation alarmante, il est créé **un fonds d'entretien des routes** qui sera logé au Ministère ayant les Finances dans ses attributions à l'instar du Fonds de soutien à l'Education pour le **FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE D'ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER « Zéro nids de poule »**. Le budget alloué à l'entretien des routes passera de **8.2 milliards à environ 28 milliards de BIF**. A cet effet, le projet de budget 2021-2022 propose un mécanisme de financement pour alimenter ce fonds par des redevances (recettes) préalablement affectées au financement des dépenses d'entretien des routes. Les modalités de financements proposées sont **l'institutionnalisation d'une taxation de la téléphonie mobile** via les mégabits à partir de 1GB (c à d inférieur à 1GB : gratuit et supérieur à 1GB est imposé à 18% du coût d'achat) et **d'une redevance annuelle routière forfaitaire**.
13. Dans le domaine énergétique, le projet de budget 2021-2022 privilégie le financement **des projets d'électrification** des centres ruraux, des villages, des centres de santé, des collèges communaux, des centres de négoce et certaines infrastructures publiques, comme les communes isolées du réseau électrique national, en vue de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population et appuyer la lutte contre la pauvreté en vue d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sachant que **l'accès à l'électricité** de la population burundaise reste très faible (autour de 13%) comparé aux autres pays de l'East African Community.
14. Dans le cadre de la poursuite **de la mise en œuvre du projet d'extension des centres de santé communaux** pour la prise en charge de la pandémie de la COVID-19 dans le secteur de la Santé, le projet de budget 2021-2022 prévoit un financement important à cet effet afin d'adapter les centres de santé existants dans toutes les communes du pays aux normes pouvant permettre l'intégration de la COVID-19 dans les structures de soins de santé.
15. Sur le plan sanitaire et social, le projet de budget 2021/2022 se prépare en pleine pandémie de la Covid-19 observée partout dans le monde qu'au Burundi. Des mesures ont été prises dans le cadre du multilatéralisme comme règlement commun à ce problème mondial par tous les pays du monde. Particulièrement pour le Burundi, le Gouvernement a pris une série de mesures barrières en l'occurrence le lavage des mains sales à l'eau propre et au savon, la distanciation physique et le port des masques pour faire face à cette pandémie de la COVID-19 avec une ferme détermination de Son Excellence le Président de la République ayant lancé, depuis juillet 2020, une campagne nationale de dépistage massif de la COVID-19 pour des personnes présentant des signes de cette maladie, sous le thème «Je me protège, je ne contamine personne et une fois contaminé, je dois guérir». **Un fonds commun unique de riposte à la COVID-19** a été également mis en place pour tout partenaire financier qui souhaite appuyer et un compte a été ouvert à la Banque de la République du Burundi à cet effet. Toutefois, la population a continué à vaquer quotidiennement à ses activités en toute sérénité ce qui a induit une reprise modérée de l'économie nationale et une maîtrise de l'impact de la COVID-19 sur l'économie et les finances publiques en particulier.

16. La préparation du Budget 2021/2022 a tenu compte **des nouveaux organigrammes des Ministères issus du nouveau Gouvernement**. En effet, la mise en place du nouveau Gouvernement conformément au Décret n°100/008 du 28 juin 2020 portant Nomination des Membres du Gouvernement a fait que certains Ministères soient supprimés et leurs missions intégrées dans d'autres Ministères aussi bien que certains des Etablissements Publics de tutelle. En outre, les nouveaux Décrets portant réorganisation des Ministères conformément au Décret susmentionné ont conduit dans certains cas, à la suppression de certains Etablissements Publics. De ce fait, d'un côté des nouvelles lignes budgétaires sont créées pour ces nouvelles structures pendant que de l'autre côté des lignes budgétaires ont été supprimées.
17. Le **paiement de la totalité des frais d'indemnisations et tous les arriérés** y relatifs en échange d'expropriation pour cause d'utilité publique ainsi que **les frais de contrepartie gouvernementale des projets financés par les bailleurs de fonds** est l'une des priorités du budget 2021/2022 pour permettre le déroulement normal des projets de développement y relatifs et éviter le retard préjudiciable au non-paiement à temps des frais susmentionnés. Des modalités pratiques pour la gestion efficace et efficiente de cette activité d'indemnisation seront arrêtées pour éviter les fraudes probables.
18. Le projet de budget tient compte **de la correction des irrégularités de la grille salariale d'un parlementaire** dont les primes et indemnités ne sont pas imposées. En conservant le même net salarial après avoir corrigé les irrégularités dans le calcul des retenues statutaires notamment l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR), un budget additionnel d'environ **3.2 milliards** de francs burundais est prévu à cet effet.
19. Pour continuer à assurer le bon suivi de l'exécution du budget du Ministère des Affaires Etrangères au titre des frais de fonctionnement des ambassades qui étaient jusqu'à ce jour globalisés, **chaque ambassade bénéficie de sa dotation budgétaire suffisante avec impact de plus de 5 milliards** compte tenu des contrats de location des maisons, des soins de santé et de frais de scolarité. Cette dissociation par ambassade permettra de mieux identifier les besoins réels des ambassades en général et en faciliter le contrôle.
20. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Salariale Equitable dans le secteur public, un **budget de 34 Milliards de FBU** est prévu à ce titre en liaison avec les ressources disponibles et une ligne budgétaire est créée pour loger le budget pour la mise en œuvre de cette politique salariale au sein du Ministère en charge des Finances. Initialement, l'indemnité d'ajustement des disparités salariales allait être octroyée **pendant 4 ans partir de 2016 jusqu'en 2019 avec un impact budgétaire global de 80 milliards BIF qui est allé à plus de 120 milliards de BIF**. Suite au retard enregistré dans le montage technique et financier de la politique salariale, il a fallu prolonger jusqu'en 2020, la 5^{ème} année d'ajustement. Jusqu'à ce jour, toutes les annales, primes et indemnités conjoncturelles sont gelées financièrement sauf pour les secteurs de la Défense et de la Sécurité. Après le 30 juin 2020, il était prévu la migration vers la politique salariale équitable dans le secteur public pour dire autrement l'urgence qui s'impose pour la mise en œuvre de la politique salariale équitable qui résulte de la classification et de la cotation des emplois.

21. Dans le cadre de la sauvegarde du patrimoine de l'Etat, tous les biens du domaine privé de l'Etat reçoivent des titres de propriétés au nom de l'Etat du Burundi
22. L'allocation de l'enveloppe budgétaire globale aux Ministères et Institutions se clôture avec **un besoin de financement global de 750 milliards de francs burundais**, sachant que le déficit budgétaire enregistré est de plus **151,8 milliards de francs burundais**.

II. LES PRINCIPALES NOUVELLES DISPOSITIONS DANS CE PROJET DE BUDGET SONT :

23. Aucun marché public attribué et exécuté par les entreprises, fournisseurs et prestataires nationaux ne peut pas être libéré en devises. En règle générale, l'offre est exprimée en Francs Burundais exception faite en cas des équipements à importer via le règlement par la voie des crédits documentaires soumise à une dérogation préalable du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.
24. Tous les marchés de fournitures sont conclus pour une période d'une année en liaison avec le principe d'annualité budgétaire et l'autorité contractante doit s'assurer de la disponibilité du financement avant toutes les procédures d'attribution du marché aux candidats certifiés conformément à son plan prévisionnel de passation des marchés publics et avant la signature de la lettre de commande.

Cette mesure concerne particulièrement les marchés à caractère secrets des ministères ayant la défense et la sécurité dans leurs attributions ainsi que d'autres marchés similaires du fait que dans la plupart des fois, les lettres de commande y relatives sont signées sans budget disponible créant ainsi des dépenses extrabudgétaires.

25. Dans le cadre non seulement de la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation et mais aussi de la promotion des petites et moyennes entreprises locales via l'accès à la commande publique, la passation de tous les marchés de fournitures est décentralisée dans les Communes et Provinces au profit des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires locaux avant la brèche à concurrence nationale en cas d'absence d'offre conforme.
26. La passation des marchés de fournitures n'exige pas l'élaboration d'un Dossier d'Appel d'Offre par l'Autorité Contractante. Des certificats de qualification en faveur des entreprises, fournisseurs et prestataires candidats justifiant les capacités techniques et financières requises sont produits et les prix sont contrôlés et maîtrisés sur base d'un référentiel des prix planchers et prix plafonds.

Un acte réglementaire établit les modalités de certification des candidats par un Organisme Officiel responsable de la certification des entreprises qui publie la liste des candidats certifiés par nature de marché de fournitures, constamment remise à jour prix planchers et prix plafonds.

27. A partir de l'exercice budgétaire 2021/2022, aucune société ne sera pas exonérée de l'impôt sur les revenus et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les ventes, respectivement pour

des objectifs d'égalité de traitement des titulaires des marchés publics et d'éviter la concurrence déloyale.

L'exonération de la TVA sur les ventes n'est pas logique selon le principe de neutralité de la TVA selon lequel la TVA est payée par le consommateur final pendant que la Société ne joue uniquement que le rôle de collecteur de la TVA pour le compte de l'Etat. Par le mécanisme de droit à déduction, la TVA ne pèse pas sur l'entreprise du moment que cette dernière se rembourse de la TVA payée aux fournisseurs (TVA déductible) à la période de déclaration. L'imposition à l'impôt sur les sociétés est faite sur les bénéfices réalisés. La logique est qu'une entreprise qui réalise un profit, elle doit payer l'impôt. Cet impôt a été toujours payé par les entreprises réalisant des bénéfices en vertu de la réglementation en la matière.

28. Les paiements en espèces sur Guichet de la Banque de la République Burundi seront régis par une nouvelle réglementation. Une Ordonnance du Ministre ayant les Finances dans ses attributions détermine les modalités d'application de cette disposition.

Cette réforme intervient dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Inclusion Financière et du projet de transparence, traçabilité et responsabilisation dans la gestion de la chaîne de la dépense publique.

29. A partir de l'exercice budgétaire 2021/2022, pour permettre une meilleure visibilité et une meilleure maîtrise de la gestion des investissements et de leur financement, une dissociation en crédits d'engagement et en crédits de paiement est opérée pour les projets d'investissement s'exécutant sur une durée de 2 ans. Le crédit d'engagement correspond au montant global de l'investissement à lancer au cours de l'exercice concerné et le crédit de paiement correspondant à la tranche de travaux qui sera effectivement exécutée au cours de ce même exercice. Le plan prévisionnel de marché devrait considérer le crédit de paiement et non le crédit d'engagement.

30. Suppression de l'exonération des marchés financés sur les fonds publics des fournitures destinées à la Présidence de la République, aux Forces de la Défense Nationale du Burundi et de la Police Nationale du Burundi ainsi qu'au Service National de Renseignement.

Cette mesure est dictée par la problématique de comparaison des prix pour les fournisseurs exonérés et ceux qui ne le sont pas pour un même bien dans la logique actuelle d'un référentiel des prix. De plus dans le cadre du civisme fiscal, il faut que les riches apprennent à supporter les impôts (Exemple : les fournisseurs des vivres ayant moins d'un chiffre d'affaire de 100 millions de BIF ou légèrement plus supportent l'impôt pendant que les fournisseurs des vivres de la Défense et de la Sécurité ayant un chiffre d'affaire d'un milliard sont exonérés).

31. Les recettes issues de la vente des Cartes d'Assistance Maladie (CAM) reviennent à la fiscalité de l'Etat gérée par l'Office Burundais des Recettes. A cet effet, les montants contributifs fixés en fonction de la stratification de la population sont :

- a) indigents, vulnérables / uwutacafise : 0 mille francs burundais;
- b) gens à moyen revenu/abisununuye bukebuke: vingt-cinq mille francs burundais (25 000 bif) ;
- c) gens à revenu élevé /abatunzi : cent mille francs burundais (100 000 bif)

32. Afin d'éviter les locations en faveur de l'Agence Routière du Burundi dans le cadre de la mise en œuvre de la campagne dénommée « Zéro Nids de Poule », les acquisitions des mélangeurs de bétons destinés à l'Agence Routière du Burundi et les acquisitions de nouveaux engins et matériels destinés aux constructions et entretiens des routes, de chantier et d'ateliers, entretiens, réparations, pièces de rechange pour les travaux en Régie seront exonérés.

33. Au titre de la gestion budgétaire 2021-2022, les semences certifiées, d'origine animale et végétale sont exonérées de tous les droits, taxes et redevances à l'importation.

La livraison intérieure de ces intrants, importés ou produits localement est exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée.

L'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) est l'organe habilité pour la qualification des Semences.

34. A partir de l'exercice budgétaire 2021-2022, dans le cadre de financement durable et soutenable d'entretien du réseau routier national, il est institué une taxe de la téléphonie mobile via les mégabits à partir de 1GB et une redevance annuelle routière forfaitaire dont les modalités pratiques seront déterminés par

III. GRANDES ALLOCATIONS PRIORITAIRES RETENUES DANS LE PROJET DE BUDGET 2021-2022

35. De manière détaillée, les grandes priorités contenues dans le projet de budget 2021/2022 sont notamment:

- l'appui aux projets de développement des coopératives collinaires pour un montant de **87,8 milliards de BIF** ;
- la mise en œuvre de la Politique Salariale Equitable dans le secteur public pour un montant de **34 milliards de BIF** ;
- la dotation d'un fonds d'entretien des routes pour le financement de la campagne d'entretien du réseau routier « **Zéro nids de poule** » pour un montant de **28 milliards de BIF** ;
- la poursuite du programme national de la subvention des engrais organo-minéraux pour un montant de **15 milliards de BIF** ;
- la poursuite des provisions aux élections pour un montant de **13,2 milliards de BIF** ;
- la poursuite de construction des bâtiments administratifs pour un montant de **11 milliards de BIF** ;
- la subvention et production des semences pour un montant de **3 milliards de BIF** ;
- Le recrutement des personnels enseignants et la santé respectivement pour les montants de **2,7 milliards de BIF** et **854,1 millions de BIF**.

IV. HYPOTHESES DE PROJECTIONS

Les projections des comptes de l'économie de l'exercice 2021/2022 se basent sur les réalisations des années antérieures. Ainsi, les hypothèses macroéconomiques de projection pour l'exercice 2021/2022 reposent notamment sur :

- Une croissance de 3,6 % du PIB en 2021/2022 ;
- Une inflation de fin de période 2021/2022 estimé à 6,0 %;
- Une pression fiscale de 15,7 % du PIB.

V. EQUILIBRE DU PROJET DE BUDGET 2021/2022

L'équilibre de budget se réalise à travers un accroissement des recettes et une limitation des dépenses de fonctionnement par la politique d'austérité budgétaire.

Dans le but d'augmenter les recettes, d'importantes mesures sont prévues afin de s'assurer que l'objectif fixé soit atteint. Ainsi, l'OBR va poursuivre et entreprendre les actions suivantes :

- a. Elargissement de l'assiette fiscale ;
- b. La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale par :
 - Le suivi électronique à partir des postes frontières jusqu'aux bureaux de dédouanement ;
 - La mise en place des scanners pour la sécurisation des marchandises ;
- c. Le renforcement du recouvrement des arriérés ;
- d. La maîtrise des exonérations.

VII.1. Des recettes courantes

a) Des recettes fiscales hors exonérations

Les recettes fiscales hors exonérations en 2021/2022 sont estimées à **1 081, 1 milliards de BIF** contre **961,8 milliards de BIF** en 2020/2021, soit une **augmentation de 12,4%**.

b) Des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales passent de **92,9 milliards de BIF** en 2020/2021 à **114,3 milliards de BIF** en 2021/2022 soit une augmentation de **23,03 %**. Cette situation s'explique par la hausse des revenus de la propriété et des différentes dividendes ainsi que l'accroissement des droits administratifs.

VII.2. Des dons

Les dons en capital base caisse, ils passent de **328,1 milliards de BIF en 2020/2021** à **333,9 milliards de BIF en 2021/2022** soit une augmentation de **1,7%**. Cette catégorie de dépenses dépend des conventions de projets de financement signées entre les partenaires financiers et le Gouvernement.

Ainsi, les ressources du Budget Général de l'Etat (y compris les dons en capital) passent de **1 422,81 milliards de BIF en 2020/2021** à **1 563,3 milliards de BIF en 2021/2022**, soit une augmentation de **9,87%** grâce à l'effet combiné des mesures citées plus haut.

VII.2. LES DEPENSES

VII.1. Les dépenses courantes hors exonérations

Les dépenses courantes passent de **946,6 milliards de BIF en 2020/2021** à **1 020,4 milliards de BIF en 2021/2022**, soit un **accroissement de 7,8%** lié essentiellement aux dépenses salariales additionnelles dues à la mise en œuvre de la politique salariale équitable dans l'administration publique burundaise ainsi que les nouveaux recrutements en personnel.

a) Les charges salariales

Les charges salariales passent de **465,4 milliards de BIF en 2020/2021** à **499, 7 milliards de BIF en 2021/2022**, soit une **augmentation de 7,4%**.

b) Les Biens et Services

Les biens et services passent de **138,9 milliards de BIF en 2020/2021** à **129,9 milliards de BIF en 2021/2022**, soit une diminution de **6,5%**. Cette situation est essentiellement due par le reclassement des budgets des ambassades

Les Transferts et Subsidés

Les transferts et subsides passent de **261,4 milliards de BIF en 2020/2021** à **307,1 Milliards de BIF en 2021/2022**, soit un accroissement de **17,5%**.

c) Les intérêts

Les intérêts intérieurs et extérieurs passent de **59,1 milliards de BIF en 2020/2021** à **62, 5 Milliards de BIF en 2021/2022**, soit une augmentation de **5,5%** suite aux intérêts générés par les obligations du trésor.

VII.2. Les Dépenses d'Investissements

Ces dépenses comprennent les dépenses d'investissements sur ressources nationales et les dépenses d'investissements sur ressources extérieures.

De façon globale, les dépenses en capital passent de **611,4 milliards de BIF en 2020/2021** à **676,6 milliards de BIF en 2021/2022**, soit une augmentation de **10,6 %**.

Les charges du Budget Général de l'Etat passent de **1 576,03 milliards de BIF dans le projet de budget de l'exercice 2020/2021** à **1 715,1 milliards de BIF** dans le budget de l'Etat pour l'exercice 2021/2022 soit un accroissement de **8,8%**.

VII.3. LE DEFICIT DU PROJET DE BUDGET 2021/2022 ET SON FINANCEMENT

Les recettes et dons (les ressources du Budget Général de l'Etat y compris les dons en capital) passent de **1 422,81** milliards de BIF en 2020/2021 à **1 563,3 milliards de BIF en 2021/2022**, soit une augmentation de **9,87%**

Les dépenses totales de l'Etat (les charges du Budget Général de l'Etat) passent de **1 576,03 milliards de BIF dans le projet de budget de l'exercice 2020/2021 à 1 715,1 milliards de BIF** dans le budget de l'Etat pour l'exercice 2021/2022 soit un accroissement de **8,8%**.

Le déficit global du projet du Budget Général 2021/2022 s'élève à **151,8 milliards de BIF** contre **153,2 milliards de BIF** en 2020/2021, soit une diminution de **1,4 milliards de BIF (diminution de 0,91%)**.

Le financement net de ce déficit qui permet d'équilibrer le Budget Général de l'Etat est de **151,8 milliards de BIF**.

Ainsi, le projet de Loi du Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2021/2022 se présente en équilibre.

VIII. EXECUTION DU BUDGET 2021/2022

Dans le cadre de l'exécution du Budget pour l'exercice 2021/2022, il sera préparé et mis en œuvre un plan d'engagement trimestriel des dépenses validé par le Conseil des Ministres et un plan de trésorerie glissants.

Toutes les dépenses budgétaires devront être soumises à l'autorisation préalable du Ministre ayant les Finances dans ses attributions et exécutées en tenant compte des ressources disponibles.

Une enveloppe **trimestrielle** budgétaire pour chaque ministère devra être définie avec une hiérarchisation stricte des dépenses. Certaines dépenses seront contingentées en cas de non recouvrement des ressources projetées pour 2021/2022.

-----/-----